

La Catalogne mise tout sur l'indépendance

Dossier réalisé par Maria Udrescu, à Barcelone

“Si une majorité des votes émis est en faveur de la création d'une République catalane, il faudra immédiatement déclarer l'indépendance.”

Gabriela Serra

Elue régionale de la CUP (extrême gauche)

■ La Catalogne s'obstine à organiser un référendum sur l'indépendance, le 1^{er} octobre, sans le consentement de Madrid.

■ La coalition au pouvoir dans la région a promis de déclarer l'indépendance dans les 48 heures, si le “oui” l'emporte.

■ “Rien ne va nous arrêter”, prévient le président catalan, Carles Puigdemont.

Après avoir une nouvelle fois défié Madrid en annonçant la tenue d'un référendum d'autodétermination de la Catalogne le 1^{er} octobre, les indépendantistes se sentent pousser des ailes et se projettent déjà au lendemain d'une victoire du “oui” à l'indépendance de la région. Ce mardi, la coalition Junts pel si, gouvernant avec l'appui des séparatistes de gauche radicale de la CUP, a présenté une dernière version de “la loi de la rupture” avec l'Espagne. “Si une majorité des votes émis est en faveur de la création d'une république catalane, il faudra évidemment et immédiatement déclarer l'indépendance”, a annoncé une élue régionale de la CUP, Gabriela Serra. Sera alors établi “un régime juridique exceptionnel” qui “prévaudra sur les autres normes”.

C'est un peu comme si les indépendantistes avaient décidé d'arrêter de se faire des illusions – et d'en vendre à leurs électeurs – sur la possibilité d'une transition légale vers l'indépendance. Ils ont eu beau gagner les élections régionales de septembre 2015 et jurer qu'ils porteront sur les fonts baptismaux la République de la Catalogne, le Parti populaire (PP) du Premier ministre Mariano Rajoy persiste et signe : un référendum d'autodétermination de la région serait contraire à la Constitution. Et si en 2014, le gouvernement espagnol avait lâché du lest et toléré l'organisation d'une consultation informelle sur le sujet, il se dit prêt cette fois à empêcher la tenue de ce référendum – qui, sans l'accord de Madrid, est tout aussi informel que le précédent – “par tous les moyens légaux”.

“L'éléphant” de l'indépendance n'a pas disparu

Et de moyens légaux, l'Etat espagnol ne manque pas. Il pourrait sortir l'artillerie lourde et suspendre l'autonomie de la Catalogne, comme le prévoit l'article 155 de la Constitution, ou décréter un état d'urgence, au risque toutefois de faire le jeu des indépendantistes qui endosseraient le costume de victimes d'un pouvoir autoritaire. Ainsi, le scénario d'un déploiement des forces de l'ordre devant chaque bureau de vote le 1^{er} octobre semble-t-il peu probable,

d'autant que la moitié des maires catalans se sont engagés à participer à l'organisation du référendum.

Plutôt que de tendre la main à Barcelone pour apaiser le conflit, Madrid préfère donc le judiciaire, traînant devant les tribunaux les figures de proue du mouvement sécessionniste. “Ils ont beau poursuivre les membres du Parlement ou du gouvernement catalan, l'éléphant sera toujours dans la pièce”, nous a expliqué Raul Romeva, conseiller catalan aux Affaires extérieures. La stratégie espagnole ne fait que renforcer l'idée que le divorce demeure la seule option.

Certes, du côté de Barcelone, l'opposition socialiste continue à tirer des plans sur la comète en proposant de modifier la Constitution, ce qui tient presque de l'impossible sans l'accord du Parti populaire, fort de 137 sièges sur les 320 que compte le Parlement espagnol. La coalition de gauche Catalunya Sí que es Pot, dont fait partie Podemos, se dit plus réaliste, en proposant de changer la loi sur le référendum, même si, là encore, une modification de la majorité à Madrid est nécessaire. “C'est vrai, ce n'est pas très attractif comme idée, mais être pressé ne va pas résoudre le problème

et sans base légale, on ne fera que provoquer encore plus de frustration”, estime la députée Marta Ribas. Avec un référendum, Junts pel si estime détenir la clé de ce casse-tête. “Nous avons un problème. Et nous proposons une solution : la démocratie”, martèle M. Romeva.

Une société divisée

La société catalane reste toutefois profondément divisée sur la question : 48,5 % des Catalans sont contre la sécession, 44,3 % pour, selon un récent sondage. “En Catalogne, vous avez deux identités, l'une catalane, l'autre espagnole. L'Espagne doit accepter le fait qu'il y a une autre identité nationale au sein de la nation espagnole et le gouvernement catalan doit accepter le fait que la Catalogne ne se résume pas aux 45 % de citoyens qui se sentent catalans. Il y a des choses qu'on ne soumet pas à référendum, comme celui sur le Brexit nous l'a si bien rappelé. C'est difficile de décider de son identité dans les urnes. Car l'identité n'est pas quelque chose qui change, qui peut être débattu”, explique Ignacio Molina, de l'Institut de recherches El Cano.

Il est encore plus difficile de débattre d'un référendum incertain dont les circonstances et les conséquences restent floues. L'exécutif régional ne dispose pas d'un fichier électoral fiable et n'a pas encore trouvé d'entreprise en mesure de lui fournir les urnes. “Il est probable que nous ne puissions pas organiser le référendum”, a même déclaré lundi Jordi Baiget, responsable catalan des entreprises, avant d'être remercié par le président Carles Puigdemont. Le ministre a également avoué ne pas faire partie du “noyau dur” de la Generalitat qui prend les décisions en vue du plébiscite. La “loi de la rupture” avec l'Espagne a d'ailleurs été négociée dans le plus grand secret. “C'est comme dans un jeu de poker. On ne va pas mettre toutes nos cartes sur la table, alors que l'Etat se tient prêt à nous traîner en justice et suspendre le référendum”, se défend Jordi Sendra, de Junts pel si.

Silence radio du côté européen

Mais quand bien même Barcelone abattrait ses meilleures cartes face à Madrid, il lui manque encore l'as européen. La Catalogne a beau faire des pieds et des mains pour s'ériger en (futur) Etat membre modèle – elle a même adressé une lettre à la Commission européenne pour se dire prête à accueillir 4 500 réfugiés depuis l'Italie et la Grèce – et rappeler qu'elle serait un contributeur net du budget européen, l'Union refuse de se mêler d'une polémique (encore) interne de l'Espagne. “Pas de commentaire” était le leitmotiv des institutions européennes que nous avons contactées. “L'intérêt à l'égard de la situation en Catalogne grandit au sein des députés européens. Mais pour la Commission ou le Conseil, cela reste un tabou. L'UE est toujours un club de capitales qui se protègent l'une l'autre”, avoue l'eurodéputé NV-A Mark Demesmaeker. Ainsi, si réaction de l'UE il y a, elle sera favorable à Madrid, qui refusera, sauf miracle, de reconnaître l'indépendance de la Catalogne si le oui l'emporte le 1^{er} octobre.

De quoi plomber, pour l'instant, les aspirations européennes de la région. Face à cet imbroglio, les indépendantistes ont l'air d'un serpent qui se mord la queue. L'ex-président de la région Artur Mas soutient que “si l'Espagne ne nous reconnaît pas comme Etat indépendant, nous continuerons à être membres de l'Union”. En tant que partie de l'Espagne...

“Rien n'empêchera la Catalogne de décider de son avenir”

C'est une question de démocratie.” Le président de la Catalogne, Carles Puigdemont, ne cesse de le répéter à qui veut l'entendre, depuis qu'il a annoncé l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de sa région le 1^{er} octobre 2017. Dans une interview accordée à sept médias européens, dont “La Libre”, il se dit déterminé à permettre aux Catalans de décider “de leur avenir par les urnes”. Et ce, quelle que soit la réaction de Madrid. Le gouvernement espagnol du conservateur Mariano Rajoy refuse même de parler d'une telle consultation, la considérant comme contraire à la Constitution qui consacre l'unité indissoluble de l'Espagne. “Rien ne va nous arrêter. Nous avons un mandat clair de la part du Parlement et des électeurs pour résoudre cette question à travers un vote”, a-t-il expliqué, faisant référence aux élections régionales de 2015 où les indépendantistes de Junts Pel Sí sont sortis gagnants, mais n'ont pas obtenu de majorité absolue.

Comment en est-on arrivé à ce conflit politique entre l'Espagne et la Catalogne ?

Nous savons que l'Etat espagnol n'est pas notre Etat. C'est un Etat qui est contre la Catalogne. Un Etat qui nous demande de ne plus être catalan si on veut être un citoyen de premier rang et si on veut bénéficier d'un investissement public égal à celui qui est fourni aux citoyens espagnols. Nous n'avons pas les outils nécessaires pour survivre au sein de l'Etat espagnol. Nous ne pouvons pas gérer nos infrastructures, notre système de santé, notre système d'éducation, notre langue, notre culture, notre relation avec les autres régions d'Europe et du monde. Au sein de cet Etat espagnol que nous es-

sayons en vain de réformer depuis quarante ans, il n'y a plus aucune option pour nous.

Si Madrid proposait de négocier un nouveau statut d'autonomie pour la Catalogne, seriez-vous prêt à en discuter ?

En quarante ans de démocratie, nous n'avons jamais eu de proposition espagnole pour la Catalogne. La Catalogne est la seule communauté autonome espagnole, la seule et unique, qui n'a pas le statut d'autonomie qu'elle a demandé et voté. Mais, si l'Espagne veut faire une offre, je suis prêt à écouter. L'indépendance est un phénomène qui n'est pas issu d'un parti politique, d'une institution, mais des gens. C'est réel, ce n'est pas une fantaisie. Mais, du côté espagnol, on refuse de voir cela. Parce que, s'ils reconnaissent qu'il y a un problème, ils doivent mettre des solutions sur la table.

Admettons que le “oui” à l'indépendance

l'emporte, le 1^{er} octobre. Comment agirez-vous par la suite ? Tout dépend du scénario. Si le “oui” l'emporte lors du référendum, les conséquences et la durée de la période de transition ne seront pas les mêmes si nous entamons des négociations immédiatement avec l'Espagne et l'UE ou non. En tout cas, nous avons fait nos calculs afin de garantir que nous pourrions agir, dès la première minute, comme un Etat indépendant.

Y a-t-il des Etats membres qui sont prêts à reconnaître l'indépendance de la Catalogne ?

Non. Et, de toute façon, nous ne demandons pas qu'ils reconnaissent quelque chose qui n'est pas encore arrivé. Après, si le “oui” l'emporte, nous allons commencer à frapper aux portes de l'Etat espagnol, de l'Union européenne et de la communauté internationale. Ce sera un moment de realpolitik en Europe, qui a tout intérêt à trouver des solutions. La Catalogne est aux racines de l'identité européenne depuis Charlemagne. On ne peut pas construire une Europe sans la Catalogne, sans Dali, Miro, Gaudi... Aussi, la Catalogne est un contributeur net au budget européen.

“Si le ‘oui’ l'emporte, ce sera un moment de realpolitik en Europe.”

Carles Puigdemont

Le président de la Catalogne attend de l'UE des solutions.

L'UE essaie aujourd'hui de resserrer les rangs, après de multiples crises. Est-ce le meilleur moment pour trouver un quelconque soutien, une oreille attentive à l'indépendance de la Catalogne ?

Y a-t-il un bon moment ? Quand les choses vont bien, quand l'économie est en pleine croissance, on nous dit qu'il ne faut pas mettre en danger l'économie.

Quand la crise arrive, on nous dit que ce n'est pas le moment parce qu'on a assez de problèmes comme ça. Après la crise, on nous dit non, parce que maintenant on doit gérer le Brexit. Notre moment est arrivé.

Imaginons que le “non” l'emporte lors du référendum. Allez-vous accepter le résultat ?

Soyons clairs : dans ce cas, je vais convoquer des élections régionales. Le “non” est un résultat tout aussi démocratique que le “oui”. L'important est qu'on ait l'occasion de se prononcer.